

BULLETIN DU CERFAM

OCTOBRE 2022 N°10



“ LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE

PERSPECTIVES, DÉFIS ET
OPPORTUNITÉS AU COURS DE
L'ANNÉE DE LA NUTRITION DE
L'UNION AFRICAINE.

Des femmes préparent pour les élèves
de la cantine de l'école primaire de
Rafa, au Niger. ©WFP/Evelyn Fey

République de Côte d'Ivoire



CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



SOMMAIRE

01 / P.04

Élargir la recherche fondée sur des données probantes pour améliorer la résilience nutritionnelle et renforcer les systèmes alimentaires contre le changement climatique

Article rédigé par Dr Harold Roy-Macauley, Directeur général d'AfricaRice et Directeur régional d'un CGIAR pour la région Afrique orientale et australe

02 / P.10

La nutrition pour l'Afrique : Prospectif pour l'Année de la Nutrition

Article écrit par Dr. Andreas Bluethner, Ph.D., Directeur, Nutrition Global Development, Fondation Bill et Melinda.

03 / P.14

Renforcer les partenariats autour de l'année de la nutrition de l'Union africaine

Article écrit par le CERFAM

04 / P.16

Traduire les connaissances en actions pour la résilience des moyens de subsistance au Sahel

Article rédigé par Frédérique Matras, responsable de la gestion des connaissances et coordinatrice de la plateforme KORE ; Lucia Palombi, spécialiste de la gestion des connaissances et de l'apprentissage ; Ariel Sophia Bardi, spécialiste de la gestion des connaissances, Bureau des situations d'urgence et de la résilience, FAO

+ DOSSIER / P.19

Lutter contre la malnutrition en associant des interventions de renforcement de la résilience à l'insécurité nutritionnelle aux activités spécifiques nutrition

Article écrit par Mme Aminata Diop Ndoye, Secrétaire Exécutif National du Conseil National de Développement de la Nutrition

06 / P.23

Lutter contre la faim chronique cachée dans le cadre de l'Année africaine de la nutrition

Article écrit par Peter Goldstein, chef, Communications stratégiques, HarvestPlus

07 / P.26

La Contribution des PME et Start Up dans le renforcement de la résilience nutritionnelle des communautés en Afrique

Article rédigé par Mme Patricia Zoundi, Présidente, Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises de Côte d'Ivoire, CEO de Canaan Land

08 / P.28

Interview de S.E Ambassadeur Cessouma Minata Samaté, Commissaire à la Santé, aux Affaires humanitaires et au Développement social de l'Union africaine

ACTUALITÉS DU CERFAM / P.34



Une agricultrice remplit des sacs avec du maïs récolté, Masaka, au Malawi. ©WFP/Badre Bhaji



Une agricultrice recouvre un champ de patates avec de la terre pour éviter que les graines ne soient brûlées, Kigali, Rwanda. ©WFP/Aristide Gatera

01

ÉLARGIR LA RECHERCHE FONDÉE SUR DES DONNÉES PROBANTES POUR AMÉLIORER LA RÉSILIENCE NUTRITIONNELLE ET RENFORCER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les effets du changement climatique sur la nutrition et les systèmes alimentaires

La crise climatique persistante a aggravé les effets sur l'environnement, notamment : des sécheresses plus fréquentes, plus intenses et sur de longues périodes, des tempêtes, une hausse des températures mondiales et des vagues de chaleur, la fonte des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et le réchauffement des océans. De tels chocs climatiques et météorologiques démontrent constamment des écarts de température par rapport aux valeurs historiques, ce qui a un impact sur l'équilibre écologique de la terre, le bien-être des populations et les économies mondiales et nationales.

et du Sud et une grande partie de l'Afrique subsaharienne (rapport du GIEC, 2022). De nombreux domaines de la vie de ces personnes sont gravement compromis par le changement climatique et les chocs concomitants, ce qui exerce d'énormes pressions sur les économies locales et sur la capacité des gouvernements à répondre de manière appropriée aux défis émergents.

L'agriculture, le secteur économique qui emploie la majeure partie de la main-d'œuvre mondiale et qui est la principale source de nourriture et de revenus pour la plupart des pauvres du monde, est gravement touchée par le changement climatique et les chocs qui l'accompagnent. Ces chocs entraînent une baisse de la productivité et de la production agricoles, les effets les plus importants étant la baisse des rendements des cultures et de la productivité du bétail et le déclin de la pêche et de l'agroforesterie. La plupart de ces effets sont observés dans des régions du globe qui sont déjà vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'augmentation des niveaux de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et polluants connexes) semble diminuer le profil nutritionnel des cultures de base, en particulier les céréales et les légumineuses, dont dépendent de nombreux ménages ruraux (Myers et coll., 2017 ; Beach et al., 2019).



+3,3 MILLIARDS DE PERSONNES

vivent dans des pays très vulnérables aux impacts climatiques

Actuellement, entre 3,3 milliards et 3,6 milliards de personnes vivent dans des pays très vulnérables aux impacts climatiques, les points chauds mondiaux étant concentrés dans les petits États insulaires en développement, l'Arctique, l'Asie du Sud, l'Amérique Centrale

Dans de telles circonstances, le risque que le changement climatique compromette la disponibilité, l'accès et l'utilisation durables des aliments, et la stabilité de chacun de ces éléments au fil du temps est élevé. En outre, les restrictions à tout moment exacerbent

l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le continuum du système alimentaire, y compris la production, le stockage, la distribution et la consommation. L'insécurité nutritionnelle, et notamment la dénutrition, parfois appelée faim cachée, est également minée par son impact sur la santé et les mécanismes d'adaptation des populations vulnérables, notamment la réduction de leur pouvoir d'achat et la limitation de leur capacité à investir dans des actifs qui améliorent leur résilience aux chocs.

Interrelation entre le changement climatique et les chocs sur la nutrition et le système alimentaire

La nutrition et les systèmes alimentaires ne sont pas des secteurs en soi ; ils dépendent d'actions qui proviennent de divers secteurs tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire, la santé publique, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la protection sociale. Leur interrelation avec le changement climatique est complexe, multidirectionnelle, inextricable et doit donc être considérée par diverses voies, si l'on veut y remédier efficacement et durablement. Plusieurs cadres conceptuels ont été développés pour illustrer ces voies complexes et la plupart sont basés sur la façon dont la variabilité et le changement climatiques affectent les résultats nutritionnels à travers les trois voies causales de l'alimentation, de la santé et des soins (IFPRI Global nutrition report, 2015 ; Bryan et coll., 2017 ; Salm et coll., 2020).



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

a le potentiel d'aggraver le cycle intergénérationnel de la malnutrition et d'affaiblir les systèmes alimentaires

Les cadres conceptuels démontrent que le changement climatique a le potentiel d'aggraver le cycle intergénérationnel de la malnutrition et d'affaiblir les systèmes alimentaires. La plupart des preuves établissant un lien entre le changement climatique et la nutrition restent, cependant, au niveau macro, avec peu d'exemples de stratégies efficaces au niveau des pays et des communautés. Bien que les preuves de ce lien se multiplient, l'accent est toutefois mis sur les impacts liés au climat sur les résultats



Coupe de fourrage dans la ferme laitière de Simon et Sylvia Kuruja à Meru, au Kenya. ©G.Smith/ Alliance de Bioversity International et CIAT

nutritionnels, principalement par la voie alimentaire, et sur les indicateurs nutritionnels individuels tels que le retard de croissance chez les enfants et / ou l'émaciation, la diminution de l'immunité, les lésions muqueuses et l'invasion par des agents pathogènes. Il existe peu de preuves sur les interventions efficaces d'adaptation et d'atténuation. En outre, les menaces plus larges que le changement climatique fait peser sur la réalisation d'une alimentation saine et durable pour tous, par exemple, ne sont pas prises en compte.

Les systèmes alimentaires sont affectés par divers impacts sur les cultures, y compris l'apparition de nouveaux ravageurs, l'intensité accrue des maladies des cultures, l'apparition de mauvaises herbes rustiques et la réduction de la pollinisation en raison des impacts du changement climatique sur les insectes pollinisateurs. Les changements climatiques peuvent également entraîner le dépérissement des forêts, réduire la productivité et la production du bétail, ou encore causer une augmentation des décès de troupeaux (Myers et coll., 2017; Série technique de l'OMS, 2019). La modification de la température et de l'humidité ambiantes due au changement climatique peut affecter directement la qualité des aliments du bétail et la cohérence des nutriments dans les aliments, affectant ainsi le bien-être des animaux. À Madagascar, quatre années de sécheresses successives ont anéanti les récoltes et gravement entravé l'accès aux sources de nourriture.

“

**Madagascar désigné
comme l'endroit où
la première « famine
du changement
climatique »
au monde s'est
produite suite
à quatre années
de sécheresses
successives**

En tant que tel, Madagascar a été désigné comme l'endroit où la première « famine du changement climatique » au monde s'est produite (BBC, 2021). En 2019, des conditions

météorologiques inhabituelles, exacerbées par le changement climatique, ont créé des conditions propices à une épidémie de criquet pèlerin qui a entraîné la destruction de nourriture et de végétation, ce qui a mis en péril la sécurité alimentaire en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. L'augmentation des prix des denrées alimentaires en cas de crise climatique aurait entraîné une réduction de l'accès à la nourriture (FAO 2008). La perte de biodiversité causée par le changement climatique a entraîné une réduction de la capacité du système alimentaire à réagir aux chocs et aux stress, y compris à d'autres changements climatiques (FAO, 2019). En effet, les prix des denrées alimentaires sont extrêmement sensibles aux chocs tant du côté de l'offre que de la demande, comme l'a démontré récemment la pandémie de COVID-19 (Heady et al., 2020). Il a également été signalé que le changement climatique affecte négativement la disponibilité des aliments ménagers et l'accès à une alimentation de qualité ainsi qu'aux services sociaux et de santé et aux soins de qualité des nourrissons et des jeunes enfants (Fanzo, 2018).

Construire des systèmes alimentaires plus résilients et équitable sur le plan nutritionnel

Les effets du changement climatique s'aggraveront au cours des trente prochaines années si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour atténuer efficacement les risques croissants, qui auront un impact disproportionné sur les populations les plus pauvres du monde. Alors que le changement climatique menace de nombreux domaines essentiels à la vie, les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition sont particulièrement vulnérables en raison de la pression accrue sur la production alimentaire (Rapport du GIEC, 2022). Alors que l'intérêt et la prise de conscience de la crise climatique sur les systèmes de nutrition et d'alimentation augmentent, les actions visant à renforcer leurs liens semblent augmenter mais sont encore limitées. Les efforts futurs doivent se concentrer sur des approches systémiques plus holistiques pour faire face à l'énorme menace que le changement climatique fait peser sur la réalisation d'une alimentation saine et durable universelle et de populations bien nourries. Il est plus urgent que jamais de développer des entreprises agricoles viables qui aideraient à renforcer les communautés et les économies locales et régionales, à encourager l'utilisation généralisée de pratiques de production durables et écologiques et à renforcer la capacité de création de richesse des populations socialement vulnérables.



LES SYSTÈMES AGRICOLES

une efficacité énergétique
tributaire des énergies
renouvelables

Les exploitations agricoles et les systèmes agricoles doivent développer une efficacité énergétique qui dépend des énergies renouvelables.

La recherche a fourni de nombreuses innovations et approches politiques prometteuses qui montrent un potentiel pour s'attaquer aux systèmes alimentaires tout en augmentant la productivité, en améliorant les régimes alimentaires et la nutrition, et en faisant progresser l'inclusion des groupes vulnérables dans une crise climatique. Il s'agit notamment de nouvelles variétés de cultures résilientes et améliorées sur le plan nutritionnel; de nouvelles technologies et techniques de gestion des ressources pour aider les agriculteurs et les acteurs de la chaîne de valeur à faire face à des phénomènes météorologiques et climatiques plus extrêmes; les techniques de gestion durable des cultures, les intrants et les outils financiers tels que l'assurance indicielle qui protègent les agriculteurs contre les risques économiques associés aux phénomènes météorologiques extrêmes; le regroupement des produits de services agricoles; les sources d'énergie propres; les technologies numériques ainsi que les options politiques sur les réformes commerciales efficaces et la gouvernance du paysage, et les conseils en matière de protection sociale.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 a reconnu que, face aux pressions croissantes exercées à la fois par la pandémie et la crise climatique persistante, les systèmes alimentaires des pays du Sud doivent devenir plus résilients, plus inclusifs, plus axés sur les consommateurs et plus orientés vers une meilleure santé et nutrition pour tous, en particulier pour les femmes, les filles et d'autres groupes en quête d'équité. C'est devenu le nouveau défi. Les chercheurs doivent donc recentrer rigoureusement leurs efforts pour étendre la recherche fondée sur des données probantes au lien entre le changement climatique, la sécurité alimentaire et la nutrition,

et en particulier à l'amélioration de la résilience nutritionnelle et au renforcement des systèmes alimentaires dans le contexte de conditions climatiques extrêmes et de chocs.

La contribution du CGIAR à l'amélioration de la résilience nutritionnelle et au renforcement des systèmes alimentaires en cas de crise climatique

Ces sujets constituent un domaine d'intérêt croissant pour One CGIAR, comme en témoigne sa stratégie de recherche et d'innovation à l'horizon 2030, qui repose sur la fourniture de données scientifiques et d'innovations dans le contexte d'une crise climatique. La mise en œuvre de la stratégie One CGIAR ainsi que celles des 15 Centres du CGIAR reposent sur les principes suivants qui guident les investissements dans la recherche visant à améliorer la résilience nutritionnelle et à renforcer les systèmes alimentaires en cas de crise climatique :



Mettre l'accent sur la résilience des systèmes nutritionnels et alimentaires et contribuer à accroître la productivité, la durabilité et l'équité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'exploitation, dans les pays à revenu faible et intermédiaire, dans le contexte du changement climatique et des chocs environnementaux.



Construire des preuves exploitables sur les voies et les transformations résilientes au climat et renforcer les capacités pour la traduction de ces preuves en politiques et pratiques holistiques et intégrées.



Établir des partenariats appropriés, y compris la promotion des investissements des secteurs public et privé, pour fournir, partager et mettre à l'échelle une utilisation favorable aux pauvres, éthique et responsable des innovations, qui mettent l'accent sur une plus grande intégration et diversification des systèmes alimentaires et de la recherche nutritionnelle aux niveaux régional et mondial, et qui permettent aux pays ayant une capacité de recherche locale limitée de bénéficier des gains réalisés par les pays dotés de systèmes plus développés.



Responsabiliser les agriculteurs et les éleveurs marginalisés et assurer un accès équitable à des aliments nutritifs associés à des régimes alimentaires sains et durables à base de plantes et d'animaux, et réduire les pertes alimentaires.



Mariama, qui vit dans un village de Bandaro, Mongo, dans la province de Guera, au Tchad, pose devant le potager communautaire de Bandaro.

©WFP/Evelyn Fey

Le prospectus de recherche One CGIAR se compose de dizaines d'initiatives de recherche qui comprennent principalement les principales étapes de recherche fondées sur des données probantes, y compris le questionnement, la recherche, les évaluations critiques, la mise en œuvre et l'évaluation. Ils sont réalisés sur les domaines clés suivants qui pourraient être considérés comme des tentatives d'étendre la recherche dans des domaines qui généreraient de nouvelles options fondées sur des données probantes pour améliorer la résilience nutritionnelle et renforcer les systèmes alimentaires en cas de crise climatique :



Parvenir à des régimes alimentaires sains, équitables et durables grâce à des systèmes alimentaires transformateurs et tirer parti d'une approche systémique pour l'action politique et explorer des approches politiques intégrées qui créent de meilleures incitations au marché, renforcent la réglementation et les institutions, et financent des technologies et des pratiques résilientes au climat qui catalyseront et accéléreront l'action climatique.



Stimuler les solutions fondées sur la nature au sein des systèmes alimentaires, y compris les sources alimentaires locales, la production et la transformation du bétail, la commercialisation d'une source de protéines alternative abordable et durable sur le plan environnemental pour l'alimentation du bétail et l'utilisation d'un financement inclusif du genre, la certification des produits de la pêche transformés, l'amélioration de l'accès aux marchés formels et la promotion de l'égalité des sexes au niveau communautaire et la réduction des pertes aquacoles post-récolte.



Comprendre le potentiel et les limites des systèmes alimentaires alternatifs tels que l'agroécologie pour compléter l'agriculture conventionnelle et éclairer la transformation de la structure des systèmes alimentaires et leur transition vers des résultats plus résilients et équitables, en particulier pour les femmes.



Donner aux communautés, en particulier aux femmes entrepreneures, les moyens de parvenir à des moyens de subsistance équitables et à des familles en bonne santé, notamment en améliorant les revenus et l'alimentation des agricultrices et de leurs familles en facilitant une participation accrue à l'économie de marché et aux possibilités d'entrepreneuriat agricole, y compris le regroupement des services pour aider les agriculteurs et les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire, qui peuvent être soutenus par les institutions locales.



Soutenir l'adaptation au changement climatique sensible au genre dans l'agriculture et dans la transformation des systèmes alimentaires grâce au rôle des plateformes locales dans la facilitation de la résilience des ménages, de l'autonomisation des femmes, de l'inclusion sociale, de la qualité de l'alimentation et des systèmes alimentaires durables.



Accélérer la transition vers des systèmes alimentaires sains et durables qui donnent la priorité à l'accès à des régimes alimentaires sains et abordables tout en maintenant les émissions de gaz à effet de serre dans des limites durables.



Cartographier et identifier les parties prenantes cruciales tout au long de la chaîne de valeur de la production alimentaire et créer l'occasion d'apprendre et de soutenir les partenariats avec les acteurs du secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, et d'augmenter l'offre et la consommation de régimes alimentaires sains grâce à une série de nouveaux outils, modèles et approches.



Piloter de nouveaux modèles évolutifs pour augmenter la disponibilité, l'accès et la demande de vaccins pour le bétail pour les petits éleveurs, hommes et femmes.



Développer l'édition du génome pour libérer en particulier les énormes potentiels des ressources génétiques locales et pour développer rapidement des variétés de cultures résistantes et adaptables au climat, adaptées aux pays à revenus faibles et moyens. Cela sera associé à l'élaboration de cadres réglementaires fonctionnels et rationalisés, à la compréhension des besoins et des préférences des agriculteurs ainsi qu'à la création de start-ups et de petites et moyennes entreprises qui peuvent contribuer à la démocratisation de l'édition du génome.



Maintenir l'augmentation de la productivité, de la durabilité et de la résilience des chaînes de valeur alimentaires en surveillant les impacts du changement climatique, en accordant une attention particulière au maintien de la réduction de la pauvreté et de la qualité des régimes alimentaires, en créant un environnement propice au développement de la chaîne du froid qui peut réduire les pertes et le gaspillage alimentaires, et en soutenant des options simples et peu coûteuses pour réduire les aflatoxines.



Intensifier l'utilisation de l'infrastructure et des services numériques pour soutenir le système alimentaire et gérer les risques climatiques dans l'ensemble du système agroalimentaire, des producteurs aux marchés et des services de la chaîne de valeur aux décideurs. Cela inclut les services d'information météorologique localisés, les services de vulgarisation numérique et les régimes d'assurance basés sur des indices météorologiques. Cela devrait être associé à la réduction de la fracture numérique, au renforcement des systèmes d'information agroalimentaire et au renforcement des capacités numériques pour gérer les risques climatiques.

CONCLUSION

L'examen de ces nouveaux domaines de recherche répond aux besoins locaux urgents, se concentre sur les personnes et les communautés les plus vulnérables et reste fidèle à l'accent mis par le CGIAR sur l'investissement dans la recherche et l'innovation de haute qualité sur les systèmes alimentaires à l'échelle mondiale. Un CGIAR partagera les résultats de ces investissements en recherche pour informer les agendas locaux, régionaux et mondiaux, en partageant des connaissances prêtes à être utilisées et répondant aux nouveaux défis imposés par le changement climatique et les chocs météorologiques ?

Le défi est toutefois de taille et nécessite à la fois les ressources nécessaires pour soutenir la recherche de pointe et la volonté de forger de nouveaux partenariats novateurs tout en donnant la parole aux groupes sous-représentés. One CGIAR s'est engagé à relever ce défi en investissant dans la recherche pour construire des systèmes alimentaires et nutritionnels plus résilients au climat.

Il est essentiel de mettre à la disposition des parties prenantes les résultats de la recherche rigoureuse et axée sur l'impact sur le développement pour assurer l'amélioration et le renforcement des systèmes alimentaires en cas de crise climatique. Les initiatives de recherche One CGIAR faciliteront l'intégration de chercheurs généralement sous-représentés des pays du Sud pour rejoindre le réseau croissant de spécialistes et de collaborateurs interdisciplinaires menant des recherches sur la résilience nutritionnelle et le renforcement des systèmes alimentaires contre le changement climatique, afin d'élargir la base de données probantes pour atteindre en particulier l'Objectif de développement durable 2 des Nations Unies (ODD 2).

Article rédigé par Dr Harold Roy-Macauley, Directeur général d'AfricaRice et Directeur régional d'un CGIAR pour la région Afrique orientale et australe.



Un élève de l'école primaire KDC de la communauté de Dar Es Salaam reçoit un repas chaud dans le cadre du programme d'alimentation scolaire soutenu par le PAM en Tanzanie. ©Michael Duff

02

LA NUTRITION POUR L'AFRIQUE : PROSPECTIF POUR L'ANNÉE DE LA NUTRITION

Bien que l'état nutritionnel des Africains se soit amélioré de façon louable au cours des dernières années, le problème de la malnutrition, et en particulier de la dénutrition, chez les Africains reste préoccupant. La région présente une prévalence de l'émaciation (6,0 pour cent : 6,7 pour cent) et du surpoids (5,3 pour cent : 5,7 pour cent) inférieure aux moyennes mondiales chez les enfants de moins de 5 ans, et la prévalence du retard de croissance reste supérieure à la moyenne mondiale (30,7 pour cent : 22 pour cent).

En outre, plus de 40 pour cent des femmes en âge de procréer en Afrique sont touchées par l'anémie³. On estime que 75 pour cent des Africains n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine et l'effet de la malnutrition sur le potentiel de revenu des Africains tout au long de leur vie ainsi que sur le produit intérieur brut des pays africains est immense⁴. Par conséquent, le thème de 2022 arrive à point nommé pour montrer que l'Union africaine accorde la priorité à la nutrition en tant que domaine d'intervention essentiel pour relever les défis régionaux et promouvoir le développement régional.



+40% DES FEMMES

en âge de procréer en Afrique touchées par l'anémie



75% DES AFRICAINS N'ONT PAS

les moyens d'avoir une alimentation saine

³ <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/>

⁴ <https://www.gainhealth.org/media/news/gain-supports-2022-year-nutrition-africa>

Quelques moyens pour combattre la malnutrition

Une méthode de combattre la malnutrition est de s'assurer que les populations n'ont pas seulement accès à la nourriture mais qu'elles ont accès à des aliments nutritifs qui couvrent l'essentiel de leurs besoins nutritionnels. Parmi les principaux défis qui aggravent le statut de la malnutrition en Afrique et dans d'autres régions, citons :

le coût élevé des aliments nutritifs ; la valeur nutritionnelle insuffisante des aliments de base ; et les écarts nutritionnels entre les différents groupes démographiques.

Par conséquent, une approche globale pour lutter contre la malnutrition en général et des carences en micronutriments doit tenir compte des besoins nutritionnels de toute la population tout en ayant un impact sur les groupes vulnérables, et elle doit être multisectorielle dans sa perspective et sa mise en œuvre.



“

ADOPTER UNE APPROCHE «One NUTRITION», ESSENTIELLE POUR RELEVER AVEC SUCCÈS LES DÉFIS NUTRITIONNELS en AFRIQUE

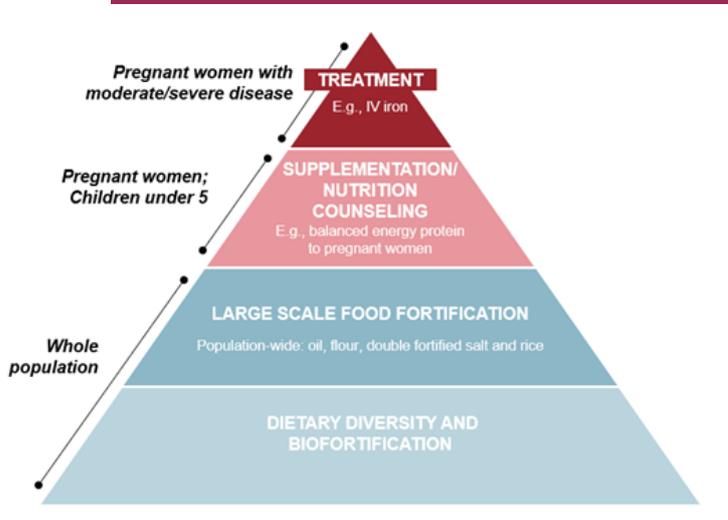
Il est donc nécessaire d'adopter une approche «One Nutrition», essentielle pour relever avec succès les défis nutritionnels de la région.



Jeanne, une réfugiée de la République Démocratique du Congo, nourrit son plus jeune enfant Dieu-Aimé dans le camp de réfugiés de Kigeme, au Rwanda. ©WFP/Arete/Fredrik Lerneryd

L'approche «One Nutrition» favorise l'impact complémentaire des interventions

Figure 1: L'approche «One Nutrition» permet à la fondation de lutter contre la malnutrition de manière holistique



L'approche «One Nutrition» adopte et promeut diverses interventions visant à augmenter l'apport en micronutriments de manière à toucher divers groupes ainsi que toute la population. Des approches telles que la biofortification, l'enrichissement des aliments à grande échelle (LSFF), la diversification alimentaire, la supplémentation en nutriments et le traitement, plutôt que de s'exclure mutuellement, sont complémentaires dans le cadre de l'approche «One Nutrition», où chaque intervention vise à renforcer les effets des autres. Les approches axées sur l'ensemble de la population (biofortification, diversification alimentaire et le LSFF) visent à garantir un niveau de base de disponibilité

des nutriments dans l'ensemble de la population, tandis que la supplémentation en nutriments et les traitements sont destinés aux groupes vulnérables à certaines carences en micronutriments, comme l'anémie chez les femmes en âge de procréer.

L'enrichissement des aliments à grande échelle (LSFF) : une méthode éprouvée, rentable et évolutive

Parmi toutes les interventions de lutte contre les carences en micronutriments (MNDC) mentionnées ci-dessus, le LSFF s'est avéré particulièrement rentable et évolutif.



Le LSFF, un «OUTIL PEU COÛTEUX À IMPACT ÉLEVÉ» POUR LUTTER CONTRE LES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS

L'OMS, la Banque mondiale et d'autres parties prenantes ont reconnu l'efficacité du LSFF en tant qu'intervention réalisable et économique dans le contrôle des carences en micronutriments.

Avec un coût à vie de 15 dollars et un retour sur investissement de 27:1 (bénéfice : coût), le LSFF s'est avéré être un «outil peu coûteux à impact élevé» pour lutter contre les carences en micronutriments⁵. En outre, le LSFF ne nécessite pas de changement de comportement car il repose sur l'enrichissement d'aliments de base reconnus qui sont déjà disponibles et consommés par toute la population. Par conséquent, il a la capacité de fournir des résultats remarquables avec un investissement limité.

Cinq domaines d'intervention de l'approche globale du LSFF pour garantir son efficacité

L'approche de la Fondation pour améliorer l'adoption, la conformité et l'impact du LSFF repose sur cinq initiatives clés : les données, la recherche et le développement (R&D), l'assistance technique (axée sur le secteur privé), la définition de normes (axée sur le secteur public) et la numérisation (pour l'assurance et le contrôle de la qualité (AQCQ)). Les deux premières initiatives comprennent des efforts en amont pour combler les lacunes en matière de données sur les carences en micronutriments et soutenir la recherche afin d'élaborer des méthodes LSFF innovantes et rentables pour contrôler et prévenir les carences en

5 <https://www.gatesfoundation.org/ideas/articles/food-fortification-to-fortify-the-future>

micronutriments d'une population. En Afrique, par exemple, près de la moitié des pays ne disposent pas de données suffisantes pour évaluer efficacement la nutrition au sein de la population.

Les efforts en aval comprennent les efforts de mise en œuvre visant à s'attaquer directement aux carences en micronutriments. Il s'agit notamment de l'engagement avec les secteurs privé et public pour soutenir la mise en œuvre de la réglementation et l'introduction de processus numériques pour améliorer l'AQCQ.

En se concentrant sur ces méthodes en amont et en aval parallèlement, il est possible d'améliorer la mise en œuvre et la conformité du LSFF sur l'ensemble de la chaîne de valeur, faisant ainsi progresser les objectifs sanitaires, sociaux et économiques.

Une stratégie efficace de LSFF est interconnectée entre les initiatives

Les cinq domaines fondamentaux mentionnés ci-dessus ne sont pas des interventions autonomes visant à traiter des aspects disparates des défis de MNDC. Elles sont interconnectées de manière à promouvoir une efficacité et un impact multisectoriels pour le MNDC. L'amélioration de la collecte de données et des processus numériques accroît la transparence, la responsabilité et permet un accès, une analyse et une utilisation accrues des données spécifiques au genre, et génère des idées qui illustrent la prévalence et la distribution des apports nutritionnels sous-optimaux pour mieux informer la responsabilité du programme LSFF à travers la chaîne de valeur. Cela a un impact sur la disponibilité de la recherche et du développement qui tire parti de l'innovation «horizon» et «blue sky» pour la promotion du LSFF et du MNDC qui en découle.

L'accélérateur d'assistance technique (TAA) et l'accélérateur de normalisation (SSA) s'unissent dans une approche de partenariat public-privé (PPP) au niveau national qui contribue à la LSFF avec de nouvelles approches de mise en œuvre numérique pour les meuniers le long d'une chaîne de valeur transparente encadrée par des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle de qualité, des réglementations et des normes industrielles. En outre, les PPP offrent une plateforme pour les décideurs, les organismes de réglementation et les acteurs de l'industrie afin d'assurer une meilleure conformité grâce à l'introduction d'outils technologiques innovants pour améliorer la production, l'utilisation et les essais. Cela favorisera la qualité de l'enrichissement depuis

la phase initiale (producteurs de pré mélanges) jusqu'à la phase finale (consommateurs).

Le fait de se concentrer davantage sur ces domaines essentiels pour améliorer le LSFF en tant qu'intervention clé du MNDC aura un impact considérable sur l'efficacité de l'approche «One Nutrition» qui garantit, entre autres, un équilibre nutritionnel de base au sein des populations.

Article écrit par Dr. Andreas Bluethner, Ph.D., Directeur, Nutrition Global Development, Fondation Bill et Melinda.



De jeunes boulangers travaillent au Moulin Moderne du Mali, une entreprise agroalimentaire soutenue par la Banque africaine de développement, pour l'aider à diversifier ses activités. ©AFDB



Des membres du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, conduits par le Premier ministre, S.E. M. Patrick ACHI, en visite au stand du CERFAM lors de la COP15 organisée à Abidjan, Côte d'Ivoire. ©CERFAM

03 RENFORCER LES PARTENARIATS AUTOUR DE L'ANNÉE DE LA NUTRITION DE L'UNION AFRICAINE

L'état de la faim et de la nutrition dans le monde

Malgré les espoirs d'une sortie de la crise engendrée par la pandémie de covid-19 et d'un début d'amélioration de la sécurité alimentaire, la faim a encore gagné du terrain dans le monde en 2021.



**+828 MILLIONS
DE PERSONNES
TOUCHÉES PAR
LA FAIM EN
2021**

dans le monde, dont 278 millions de personnes en Afrique



**149 MILLIONS
D'ENFANTS
DE MOINS DE
5ANS**

avec un retard de croissance et de développement

Selon l'édition 2022 du rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, le nombre de personnes touchées par la faim est passé de 768 millions en 2020⁶ à 828 millions en 2021⁷. En Afrique, la faim touchait 278 millions de personnes en 2021, ou une personne sur cinq dans le Continent. En 2021, 45 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient d'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition, qui augmente le risque de décès des enfants. En outre, 149 millions d'enfants de moins de cinq ans avaient un retard de croissance et de développement dû à un manque chronique de nutriments essentiels dans leur alimentation.

2022, Année de la nutrition de l'Union africaine

Dans le but de relever les défis nutritionnels actuels, mais aussi de reconnaître et de préserver les acquis en matière de nutrition tout en préservant les efforts futurs pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo d'ici 2025, l'Union africaine a désigné 2022 comme l'Année de la nutrition pour l'Afrique. L'objectif commun des Chefs d'États et de Gouvernement est de faire du renforcement de la résilience nutritionnelle et la sécurité alimentaire sur le continent africain une priorité, à travers le thème : Renforcer la résilience nutritionnelle et la sécurité alimentaire sur le continent : Renforcer les systèmes agroalimentaires, les systèmes de santé et de protection sociale pour l'accélération du développement du capital humain, social et économique. Cette initiative, conduite avec détermination, sous la forme d'un plaidoyer, par la Côte d'Ivoire est aussi l'occasion de célébrer les avancées accomplies au cours des dernières

6 <https://www.fao.org/3/cb5409fr/cb5409fr.pdf>

7 <https://www.wfp.org/news/un-report-global-hunger-numbers-rose-many-828-million-2021>

années et d'obtenir un engagement politique et des investissements plus importants pour la nutrition. Etant donné que la réussite de cette initiative ne pourrait être réalisée uniquement par l'Union africaine, des engagements et des efforts concertés et harmonisés de tous les partenaires et parties prenantes donneraient d'agir en faveur de changements continentaux et intégrés, permettant d'éradiquer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes.

Le CERFAM, un partenaire engagé pour l'amélioration de la Nutrition sur le Continent

Le CERFAM est un centre de connaissances reconnu en matière de bonnes pratiques et d'innovations contre la faim et la malnutrition. La nutrition fait partie de l'un de ses principaux domaines d'intervention. Depuis son lancement en 2019, le CERFAM s'est engagé à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique, en tirant parti de l'échange de connaissances entre les pays. En effet, l'une des activités clés du CERFAM consiste à documenter les bonnes pratiques ayant un impact élevé et durable sur la faim zéro dans les pays africains. Ces bonnes pratiques sont accessibles sur sa plateforme d'échange et de gestion de connaissances « KEPT », un nouvel outil numérique lancé en novembre 2020, pour promouvoir les bonnes pratiques et faciliter le partage d'expertise pour atteindre l'objectif Faim Zéro et la nutrition, à travers la coopération Sud-Sud et triangulaire en Afrique.



LA SYNERGIE DES ACTIONS, DES PARTENARIATS

stratégiques et le partage des expériences sont essentiels pour améliorer la nutrition sur le Continent

Des efforts conjugués en faveur de la Nutrition en Afrique

Le CERFAM appelle à des partenariats stratégiques et des actions collectives pour améliorer la nutrition sur le Continent. Pour le Centre, seule une synergie des efforts permettra de réaliser ce qu'aucun partenaire ne pourrait accomplir seul, au travers du partage d'expériences, des connaissances et des résultats.

« +650 participants, venant de 69 pays dont 41 en Afrique et 88 panélistes à la Consultation de haut niveau organisée par le CERFAM en 2021 »

Pour exemple, en 2021, le CERFAM a fait appel à de multiples pays africains et experts dans les domaines de la Nutrition issus de l'Union africaine, de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, du Mouvement Scaling Up Nutrition, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'UNICEF), de l'Organisation mondiale de la santé (l'OMS), de Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM), ou encore de Helen Keller International pour partager leurs expériences, bonnes pratiques et leçons apprises en matière d'enrichissement des aliments et discuter des meilleures approches pour réduire les carences en micronutriments en Afrique. C'était à la faveur d'une Consultation de haut niveau, qui a vu la participation de plus de 650 participants, venant de 69 pays dont 41 en Afrique et de 88 panélistes.

Afin de poursuivre la mobilisation des engagements et des investissements et aussi pour améliorer la coordination des efforts, le CERFAM fournira un appui technique au Gouvernement de la Côte d'Ivoire et apportera un appui pour toutes les activités qui seront organisées dans le cadre de l'Année de la Nutrition de l'Union Africaine. En contribution à cette année de la Nutrition, le CERFAM réunira en novembre 2022, des experts et acteurs clés intervenant dans les domaines de la sécurité sanitaire, de la sûreté et de la qualité des aliments, de l'agriculture, des chaînes de valeur, entre autres, pour échanger sur les enjeux et aussi partager les expériences et les défis des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre en matière de Sécurité sanitaire et qualité des aliments. Cette rencontre servira de plateforme pour des actions intégrées et coordonnées, multi-sectorielles, et multi-acteurs afin de garantir une meilleure sécurité sanitaire en Afrique, principalement en Afrique de l'Ouest et du Centre.



Kibsa Sawadogo, bénéficiaire du projet de renforcement de la nutrition et de la résilience des communautés touchées par la crise dans la région Centre-Nord du Burkina Faso. ©FAO/ Burkina Faso

04

GROS PLAN SUR LES PERSPECTIVES COMMUNAUTAIRES ET LA CAPITALISATION DES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE NUTRITION

TRADUIRE LES CONNAISSANCES EN ACTIONS POUR LA RÉSILIENCE DES MOYENS DE SUBSISTANCE AU SAHEL

La région du Sahel est un terrain fertile pour le développement et la mise en œuvre des bonnes pratiques. Pourtant, trop souvent, les connaissances ne sont pas documentées et restent donc hors de portée de nombreuses parties prenantes et décideurs, sans parler des communautés touchées qui pourraient en bénéficier le plus. **Le partage et l'adoption des connaissances et des ressources peuvent avoir un impact transformateur sur les vies et les moyens de subsistance**, en aidant à tirer parti des leçons apprises et des expériences de résilience passées que les groupes pastoraux et agropastoraux ont déjà fournies. C'est l'un des points soulevés lors d'un webinaire organisé le 13 avril 2022 sur le thème « Capitalisation, diffusion et adoption de bonnes pratiques agropastorales de renforcement de la résilience en Afrique de l'Ouest », organisé et hébergé par KORE, la plateforme de partage des connaissances du Bureau des urgences et de la résilience de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec le CERFAM (Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition). Voici quelques idées clés et points à retenir de la discussion :

1. Mettre l'accent sur le point de vue communautaire

On observe souvent qu'il n'existe pas d'approche unique pour les interventions humanitaires et de renforcement de la résilience. Il est essentiel de donner la priorité aux perspectives communautaires.

Comme l'a fait remarquer succinctement un participant au webinaire, « les bonnes pratiques doivent répondre aux besoins des bénéficiaires ». Cela signifie intégrer une combinaison structurée de bonnes pratiques pertinentes et fondées sur des données probantes.

Lorsqu'il s'agit d'activités de renforcement de la résilience, la communauté cible doit non seulement être informée, mais aussi impliquée. Les bénéficiaires doivent être consultés dès les premières étapes, avant même qu'il ne soit décidé d'intégrer une bonne pratique. Cela signifie également mettre en œuvre des approches participatives et s'assurer que les chaînes de communication restent ouvertes et accessibles aux décideurs communautaires.

Pour un impact plus important, toute connaissance partagée doit être traduite en étapes exploitables. La documentation seule ne suffit jamais, il est essentiel d'adopter et de s'adapter. La clé de la réplique des bonnes pratiques est un plan de diffusion défini avec des rôles et des responsabilités décrits, en gardant un œil sur le potentiel d'adoption. Ici aussi, le contexte est la clé. Cela signifie que non seulement le contenu doit être adapté aux publics cibles, mais aussi au moyen de communication (par exemple, la radiodiffusion, l'information, l'éducation et la communication tels que des affiches et des brochures, ou même des troupes de théâtre).

Un exemple clé d'une approche communautaire axée sur le partage des connaissances et le dialogue est le travail effectué par les clubs Dimitra de la FAO, mis en place dans treize pays d'Afrique subsaharienne et comptant plus de 225 000 membres. L'approche facilite l'action collective et l'autonomisation des populations rurales dans le développement rural, en mettant l'accent sur l'inclusion et l'égalité des sexes. Ceci est réalisé grâce à : une formation sur mesure, un encadrement régulier des clubs et en promouvant le dialogue au sein et entre les communautés, en encourageant les membres du club à travailler ensemble pour améliorer leur environnement et transformer leur vie tout en amplifiant les voix des populations rurales, en particulier des femmes. Dans ce processus, la radio communautaire joue un rôle clé car elle fournit un accès inclusif aux connaissances et sensibilise aux questions spécifiques identifiées par les membres du club eux-mêmes – pratiques agricoles, sécurité alimentaire, accès à l'eau, à la terre, à l'assainissement, aux normes sociales, etc. La crise de la COVID-19, qui a isolé davantage les communautés rurales, a montré le potentiel de la radio pour contribuer à améliorer la santé, la nutrition et les pratiques agricoles.

2. Capitaliser sur les interventions sensibles à la nutrition

Une autre recommandation clé pour un partage plus efficace des connaissances est de tirer parti des bonnes pratiques fondées sur des données probantes. Depuis 2019, KORE s'est lancé avec la Division de l'alimentation et de la nutrition de la FAO dans le cadre d'une initiative de capitalisation visant à identifier un ensemble de types sélectionnés d'interventions et de bonnes pratiques sensibles à la nutrition fondées sur des données probantes. Cette initiative de connaissances se concentre sur la façon dont le soutien aux moyens de subsistance et aux systèmes alimentaires ruraux peut améliorer la santé et les régimes alimentaires - qui comprennent la qualité, la diversité, la sécurité et la quantité - et contribuer à la nutrition dans les contextes touchés par les crises alimentaires. Voici quelques points clés à retenir dans le contexte du renforcement de la résilience humanitaire :

Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture est essentiel à la nutrition humaine et à la résilience des communautés, mais les approches conçues pour accroître la résilience des ménages aux chocs ne contribuent pas toujours à des résultats positifs – et peuvent parfois même avoir des résultats indésirables tels qu'une augmentation de la charge de travail. Une attention particulière est nécessaire pour rendre les interventions de renforcement de la résilience « sensibles à la nutrition ».

La nutrition est essentielle à l'urgence et à la résilience, car les individus et les ménages en sécurité nutritionnelle peuvent mieux résister aux chocs et se rétablir plus rapidement. Le renforcement de la résilience est essentiel pour réduire la malnutrition. L'amélioration de la résilience implique de s'attaquer à divers facteurs causaux qui contribuent à la malnutrition⁸.

L'éducation alimentaire et nutritionnelle est essentielle dans la plupart des bonnes pratiques de la FAO sensibles à la nutrition documentées depuis 2020. Il se compose d'une variété de stratégies éducatives qui peuvent être mises en œuvre à différents niveaux, visant à aider les gens à obtenir des améliorations durables dans leur alimentation et leurs comportements alimentaires .

L'éducation alimentaire et nutritionnelle devrait être un processus continu pendant toute la mise en œuvre d'une intervention et non une interaction ponctuelle. Cela s'applique aussi bien dans les contextes d'urgence que de résilience. Le changement de comportement et l'adoption des compétences prennent du temps et nécessitent des rappels constants des messages clés et des pratiques fréquentes. Les interventions d'éducation alimentaire et nutritionnelle peuvent être menées en utilisant différents canaux de communication (y compris les médias locaux, les réunions de groupe et les systèmes de messages courts, entre autres). La combinaison de différentes modalités améliore leur efficacité.⁹

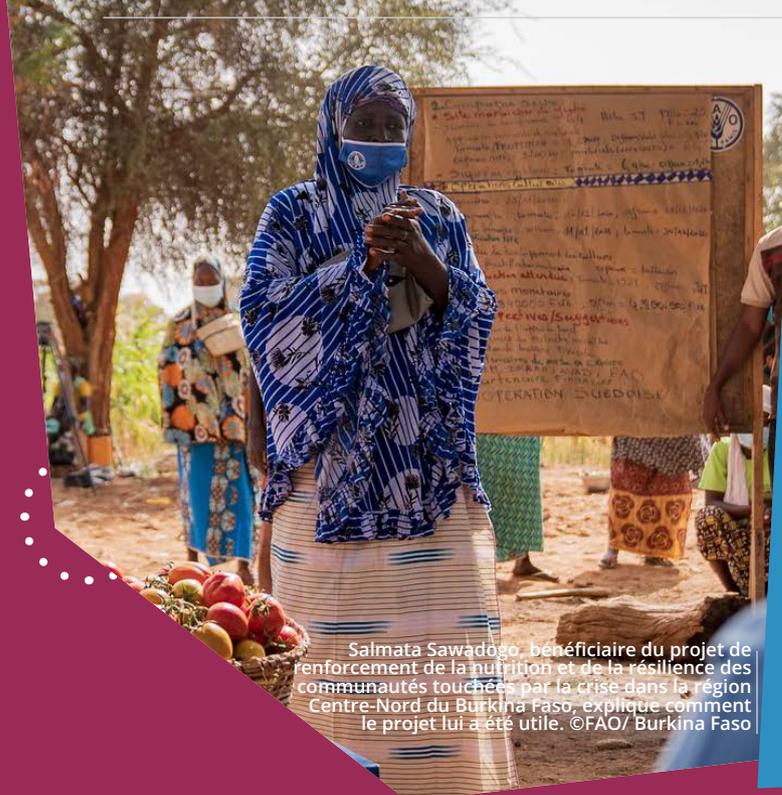
Un cas intéressant de la région Centre-Nord du Burkina Faso présente diverses options pour concevoir des interventions de renforcement de la résilience sensibles à la nutrition dans des contextes touchés par les conflits et les crises alimentaires :

- + Formation à l'éducation nutritionnelle dispensée aux partenaires et au personnel technique ;
- + Soutien aux moyens de subsistance, y compris la promotion du petit bétail et la distribution d'intrants pour la production d'aliments riches en nutriments (par exemple, le niébé) ;
- + Diffusion de messages radio (en utilisant le dialecte local) sur l'alimentation et la nutrition ainsi que sur la prévention de la malnutrition¹⁰.

8 <https://www.fao.org/publications/card/fr/c/7fbbf167-9d62-4d87-847f-f78ebdf66105/>

9 <https://www.fao.org/3/c0064e/c0064e.pdf>

10 <https://www.fao.org/in-action/kore/good-practices/good-practices-details/en/c/1455350/>



Salmata Sawadogo, bénéficiaire du projet de renforcement de la nutrition et de la résilience des communautés touchées par la crise dans la région Centre-Nord du Burkina Faso, explique comment le projet lui a été utile. ©FAO/Burkina Faso

À propos de KORE

KORE se consacre à accélérer l'apprentissage et la capitalisation des bonnes pratiques

KORE, une plateforme de partage des connaissances sur les situations d'urgence et la résilience, se consacre à accélérer l'apprentissage et la capitalisation des bonnes pratiques en soutenant et en fournissant des conseils pour l'identification, la documentation et la diffusion de bonnes pratiques prometteuses qui renforcent la résilience des moyens de subsistance basés sur l'agriculture. KORE aide à la circulation de l'information et des connaissances entre les programmes et les praticiens, afin qu'ils créent plus efficacement de la valeur et de l'impact. KORE continuera de collaborer avec divers experts et réseaux en la matière tels que le CERFAM pour préconiser et promouvoir la diffusion en temps opportun des connaissances et la mise en œuvre / l'adoption de l'apprentissage et des bonnes pratiques..

Article rédigé par Frédérique Matras, responsable de la gestion des connaissances et coordinatrice de la plateforme KORE ; Lucia Palombi, spécialiste de la gestion des connaissances et de l'apprentissage ; Ariel Sophia Bardi, spécialiste de la gestion des connaissances, Bureau des situations d'urgence et de la résilience, FAO



Une bénéficiaire remplissant ses pots au château d'eau installé dans le cadre du projet Yellitaaré. © CNDN

Lutter contre la malnutrition en associant des interventions de renforcement de la résilience à l'insécurité nutritionnelle aux activités spécifiques nutrition

Dans les dix premières années de la mise en œuvre du Programme national de Renforcement de la Nutrition (PRN), les interventions au niveau communautaire ne comportaient que des actions spécifiques nutrition. Ces interventions ont eu globalement un impact positif sur le statut nutritionnel des populations et ont permis au Sénégal d'enregistrer des résultats satisfaisants. Cependant, avec les impacts de la crise économique de 2008 sur la nutrition, la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), structure et de suivi de la politique nationale de nutrition, placée sous la tutelle du Premier Ministre, a jugé nécessaire d'intégrer dans les interventions des actions sensibles nutrition afin de mieux lutter contre les déterminants de la malnutrition et renforcer ainsi la résilience des communautés bénéficiaires aux chocs de diverses natures.

Dans cette dynamique et compte tenu du caractère multidimensionnel de la nutrition, le Sénégal a élaboré en 2015 une nouvelle Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN, 2015-2025) et adopté l'approche multisectorielle comme principe clé de sa mise en œuvre. Ainsi, dans sa volonté de développement du capital humain et pour une meilleure contribution des secteurs et des acteurs locaux à l'amélioration de la résilience des communautés les plus vulnérables face aux chocs d'insécurité nutritionnelle, les pouvoirs publics ont mis en place en 2020 le Conseil national de Développement de la Nutrition (CNDN).

QUELLES INTERVENTIONS POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE À L'INSÉCURITÉ NUTRITIONNELLE ?

Le CNDN, à travers son comité de pilotage et de suivi, et son secrétariat exécutif, développe une approche participative et multi-acteurs (communautés, gouvernements locaux, autorités administratives, ministères sectoriels, société civile) permettant de garantir une meilleure coordination des interventions et une prise en compte de déterminants de la malnutrition. A cet effet, les principales interventions de renforcement de la résilience à l'insécurité nutritionnelle ont porté sur :

- + (i) l'accompagnement des communautés pour la production et la consommation d'aliments à haute valeur nutritive ;

- + (ii) le développement d'initiatives d'adaptation aux changements climatiques;
- + (iii) le renforcement de l'accès aux services sociaux de base : éducation, eau potable assainissement, santé ;
- + (iv) le développement de programmes de filets sociaux (élevage de petits ruminants et de volaille, jardin d'arrière cours, etc.) ;
- + (v) le développement de microentreprises communautaires au bénéfice des Femmes Micro-Entrepreneurs Communautaires (FMEC) en vue de faciliter l'accessibilité des ménages à des produits sains et à haute valeur nutritive et d'hygiène ;
- + (vi) le renforcement du leadership féminin centré nutrition et
- + (vii) le renforcement de la gouvernance locale de la nutrition à travers des activités de dialogue communautaire centré nutrition.

Le projet Yellitarré mis en œuvre au nord du Sénégal, une zone qui enregistrait les prévalences les plus élevées de malnutrition aigüe, en est une parfaite illustration. Ce projet a permis au CNDN de concrétiser cette approche multisectorielle avec une implication de toutes les parties prenantes du développement de la nutrition au niveau territoriale, plus particulièrement les acteurs locaux qui assurent la dynamique et l'engagement communautaire autour de la nutrition.

TÉMOIGNAGES DE BÉNÉFICIAIRES



Abdoulaye Niang, bénéficiaire du projet Yellitarré. ©Albert Yéra Boubane, CNDN

Abdoulaye Niang, bénéficiaire du périmètre et responsable suivi unité de transformation du GIE Yellitarré, Horndolé (Matam) :

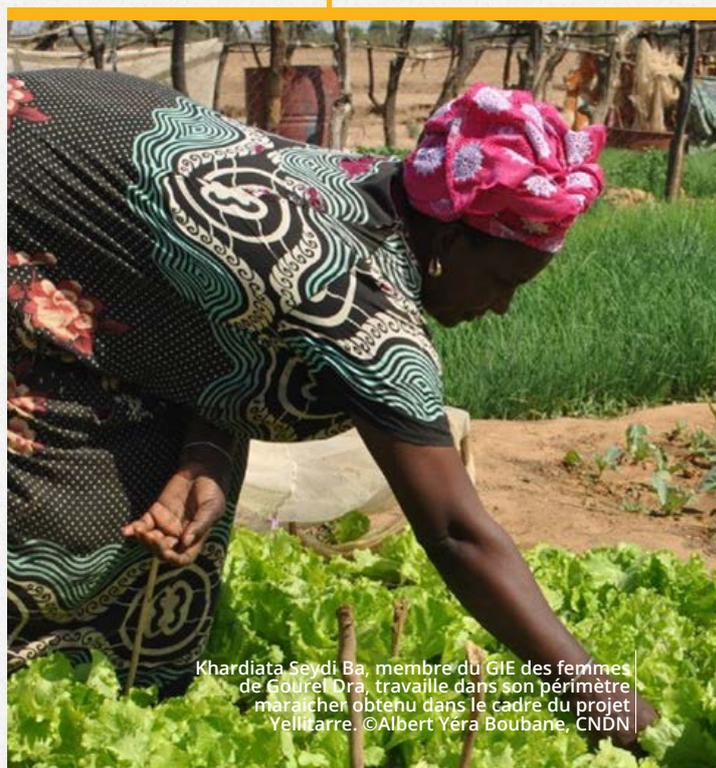
C'EST GRÂCE À CE PÉRIMÈTRE DE 21HA QUE 70 FAMILLES MANGENT À LEUR FAIM

« Nous avons bénéficié d'un périmètre de 21 ha. Et c'est grâce à ce périmètre que 70 familles mangent à leur faim. Les personnes qui s'exilaient pour chercher de la nourriture pour leurs familles, ont choisi de rester à Horndolé, travailler et subvenir aux besoins de leurs progénitures. Par ailleurs, l'accompagnement de Yellitarré en formation, a permis d'améliorer la production. Nous récoltons pendant deux saisons, l'hivernage et la saison sèche, avec des récoltes tournant autour de 2, 3 voire 4 tonnes ».

Khardiata Seydi Ba, membre du GIE des femmes de Gourel Dra (Kanel) :

LE PÉRIMÈTRE MARAÎCHER EST DEVENU NOTRE MARCHÉ

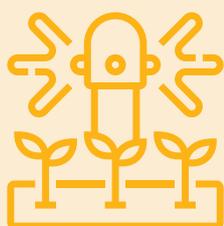
« Avant l'implantation du projet Yellitaare, les légumes constituaient un luxe pour nous. Pour avoir des légumes, il fallait faire une vingtaine de kilomètres. Maintenant, le périmètre maraîcher constitue notre marché. Il suffit de prendre son panier pour s'en procurer à quelques minutes de marche. Le GIE qui exploite ce périmètre gagne de l'argent, mais les populations également en tirent beaucoup de bénéfices. L'alimentation est améliorée pour le bien-être des enfants qui ont désormais une alimentation ».



Khardiata Seydi Ba, membre du GIE des femmes de Gourel Dra, travaille dans son périmètre maraîcher obtenu dans le cadre du projet Yellitaare. ©Albert Yera Boubane, CNDN



QUELQUES RÉSULTATS DU PROJET YELLITAARÉ



117 HECTARES MIS EN VALEUR ET DES ÉQUIPEMENTS MÉCANISÉS MIS EN PLACE

pour permettre aux populations (notamment les femmes constituées en groupement) d'intensifier leur production de céréales et de légumes.



1392 PETITS RUMINANTS ET 1952 SUJETS VOLAILLE DÉPLOYÉS AU SEIN DES MÉNAGES VULNÉRABLES

pour améliorer la race locale, diversifier l'alimentation, renforcer la consommation d'aliments riches en protéines et renforcer la résilience des ménages vulnérables par l'augmentation de leurs revenus.

14 MINI-FORAGES ET 4 CHÂTEAUX D'EAU D'UNE CAPACITÉ TOTALE D'AU MOINS 1000M3 CONSTRUITS

Par ailleurs, l'accès à l'eau a permis aux femmes de disposer de plus de temps pour une participation plus active à des activités de développement social et personnel, notamment des activités d'apprentissage technique (fonctionnelle centré nutrition), de surveillance et de soins pour les enfants et à développer d'autres centres d'intérêt notamment s'investir dans des activités génératrices de revenus.

QUELLES APPROCHES ET DÉMARCHES POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE CES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES ?

La mise en œuvre et le suivi des interventions de renforcement de la résilience à l'insécurité nutritionnelle sont fondés sur une approche communautaire, inclusive et participative, avec l'implication, la responsabilisation et l'engagement des communautés, des autorités administratives, des gouvernements locaux, des services techniques de l'Etat et de la société civile. Le processus d'implantation des interventions est fonction de la nature des actions à mettre en œuvre. Il est structuré autour de plusieurs étapes coordonnées et accompagnées par différents cadres de gouvernance à différents niveaux :



Les autorités administratives et locales assurent la présidence des comités de suivi mis en place. Au niveau communautaire, des cadres mis en place permettent de garantir la transparence du processus, la sécurité des investissements, la participation communautaire, l'assistance technique et l'appropriation ainsi que la pérennisation des interventions.

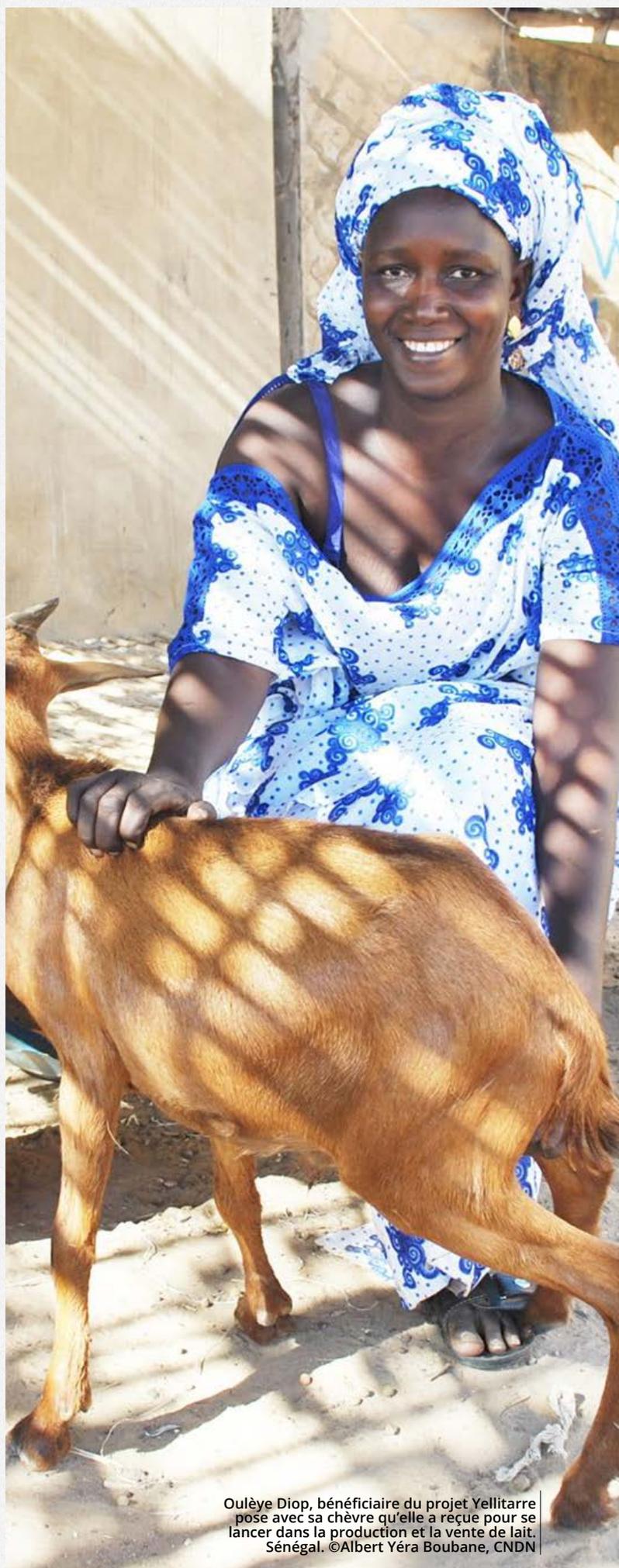


Les agents techniques de l'Etat accompagnent la gestion et le suivi des interventions et assurent aux bénéficiaires un renforcement de capacités technique et organisationnelle des communautés bénéficiaires. Ce qui constitue un capital pour la réussite des interventions de renforcement de la résilience à l'insécurité nutritionnelle dans cette zone nord du pays.

LES SUCCÈS ENREGISTRÉS DANS LES EXPÉRIENCES FAVORISENT LE PASSAGE À L'ÉCHELLE

Aujourd'hui, les interventions mises en œuvre dans le cadre de la résilience à l'insécurité nutritionnelle sont diversifiées et touchent plusieurs secteurs (protection sociale, santé, agriculture, élevage, commerce, hydraulique, assainissement, autonomie de la femme, etc.). Elles sont fondées sur une approche multisectorielle, la responsabilisation des communautés et la contribution significative des agents techniques de l'Etat dans leur formulation, leur mise en œuvre et leur suivi.

Article écrit par Mme Aminata Diop Ndoye, Secrétaire Exécutif National du Conseil National de Développement de la Nutrition



Oulève Diop, bénéficiaire du projet Yellitarre pose avec sa chèvre qu'elle a reçue pour se lancer dans la production et la vente de lait. Sénégal. ©Albert Yéra Boubane, CNDN



La biofortification peut avoir un impact significatif sur la nutrition, la santé et l'avenir des populations africaines.

06

LUTTER CONTRE LA FAIM CHRONIQUE CACHÉE DANS LE CADRE DE L'ANNÉE AFRICAINE DE LA NUTRITION

On estime qu'un Africain sur cinq – soit près de 280 millions de personnes – était sous-alimenté en 2021 ; ce nombre a sûrement augmenté cette année dans un contexte de perturbations sur les marchés alimentaires mondiaux dues à la guerre en Ukraine et aux effets du changement climatique. Ce manque de résilience nutritionnelle exacerbe la faim et la malnutrition persistantes en Afrique, ce qui augmente la souffrance humaine, piège les gens dans des cycles de faible productivité et de pauvreté, et freine le développement de leurs pays¹¹.

La biofortification, une technologie éprouvée, pratique et rentable pour de meilleurs systèmes alimentaires

La position commune de l'Union Africaine sur les systèmes alimentaires, publiée dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, a mis l'accent sur la biofortification (ainsi que l'enrichissement industriel des aliments) en tant que technologie qui « mérite une attention particulière » dans les efforts des États membres pour créer de meilleurs systèmes alimentaires. Cette année, lors de leur dernière réunion au sommet, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine ont officiellement adopté une Déclaration sur le renforcement de l'enrichissement des aliments et de la biofortification en Afrique. Il appelle les États membres à donner la priorité aux investissements dans le développement et la distribution des cultures biofortifiées, ainsi que

dans leur intégration dans les programmes publics d'approvisionnement alimentaire, dans les programmes de soutien aux intrants pour les agriculteurs et dans les programmes de santé pertinents (en particulier ceux qui cherchent à améliorer la nutrition et la santé des jeunes enfants et des jeunes femmes).

Les cultures biofortifiées comme réponse appropriée à la malnutrition

Le programme HarvestPlus du CGIAR travaille actuellement avec la Commission de l'UA, les gouvernements des États membres, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), les centres de recherche sur les cultures du CGIAR et d'autres partenaires pour s'assurer que la biofortification s'enracine fermement sur le continent¹².



“
**14 pays
D'AFRIQUE ONT
JUSQU'À PRÉSENT
AJOUTÉ LA
BIOFORTIFICATION
À LEURS
POLITIQUES ET
PROGRAMMES**”

11 <https://www.fao.org/3/cc0639en/online/sofi-2022/food-security-nutrition-indicators.html>

12 <https://www.fao.org/news/story/en/item/1395127/icode/>



LES CULTURES BIOFORTIFIÉES

une réponse appropriée à la malnutrition

Ces cultures ont été relâchées ou sont testées dans 38 pays d'Afrique à ce jour, et 14 pays ont jusqu'à présent ajouté la biofortification à leurs politiques et programmes. Les cultures biofortifiées sont une réponse appropriée à la malnutrition pour les personnes vivant dans les 80 pour cent des fermes en Afrique qui sont inférieures à deux hectares et produisent environ 30 pour cent de la nourriture du continent.

Les engagements récents au niveau national attestent du vif intérêt des gouvernements africains pour une biofortification à l'échelle rapide, afin de s'assurer que ces cultures et aliments nutritifs atteignent ceux qui ont le plus besoin d'une source abordable de nutrition dans des aliments familiers et rendent les systèmes alimentaires du continent plus résilients sur le plan nutritionnel. Quelques exemples récents :

HarvestPlus fournit une assistance technique au gouvernement de la République démocratique du Congo par le biais d'un important projet de mise à l'échelle de la biofortification financé par la Banque mondiale, qui se concentre sur l'établissement de capacités nationales pour produire et distribuer ces cultures.

L'année dernière, le gouvernement tanzanien a publié des directives détaillées en matière de biofortification pour stimuler l'activité de biofortification tout au long des chaînes de valeur des semences, des cultures et des aliments.

Au Nigéria, le Conseil national de l'agriculture et du développement rural a approuvé l'intégration de la biofortification dans toutes les interventions agricoles, notamment en en faisant une priorité dans les services nationaux de vulgarisation fournis aux ménages de petits exploitants agricoles.

Ces gouvernements et d'autres constatent de première main que la biofortification est capable d'améliorer la nutrition, la santé et les moyens de subsistance de leurs citoyens – comme dans le cas de Dinavance Kyomuhendo, une mère célibataire et tutrice de 10 orphelins, qui était autrefois presque sans ressources, mais qui

a pu tirer parti de la formation dispensée par HarvestPlus pour devenir cultivatrice de patates douces à l'orange et multiplicatrice de vignes à la vitamine A, et qui gagnait suffisamment de revenus pour se diversifier dans l'élevage de petits animaux.

Promouvoir les cultures biofortifiées en Afrique

Bien que la stratégie de livraison de HarvestPlus pour la biofortification se concentre principalement sur les cultures cultivées et consommées par les ménages de petits exploitants agricoles, il est nécessaire d'adopter une approche de chaîne de valeur afin que ces cultures nutritives se retrouvent dans des produits à valeur ajoutée. Ainsi, HarvestPlus travaille avec des partenaires tout au long de la chaîne de valeur des cultures et des aliments ; en plus d'atteindre les consommateurs non agricoles, cela fournit également des marchés pour les récoltes excédentaires produites par les ménages agricoles qui veulent soutenir leurs moyens de subsistance.

L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les ménages agricoles africains est qu'ils ne sont pas en mesure d'accéder ou de se permettre des variétés de semences améliorées qui les aideraient à produire des cultures à haut rendement, intelligentes face au climat et plus nutritives. Actuellement, les variétés de cultures améliorées ne sont cultivées que sur environ un tiers des terres agricoles africaines.

Les avantages de la biofortification pour les pays africains et la santé communautaire

Les cultures biofortifiées promues par HarvestPlus, en partenariat avec l'Union africaine et d'autres partenaires, combinent ces attributs.



80% DES BESOINS QUOTIDIENS

en fer fournis par des variétés de haricots biofortifiées

Par exemple, dans les pays d'Afrique orientale et australe, nous promovons des variétés de haricots biofortifiées au fer qui fournissent

jusqu'à 80 pour cent des besoins quotidiens en fer lorsqu'ils sont consommés régulièrement, sont très compétitifs sur le rendement, sont tolérants à la chaleur et à la sécheresse et ont des temps de cuisson plus courts qui réduisent les besoins en énergie.

Au-delà des avantages directs pour la santé humaine et le développement, la biofortification a le potentiel d'aider les gouvernements nationaux à optimiser les ressources limitées

en réduisant la demande sur les budgets et les systèmes nationaux du secteur de la santé, et de contribuer au développement national en améliorant la productivité de la population. Selon la Banque mondiale, la productivité affectée par la faim cachée réduit environ 1,5 milliard de dollars par an au PIB du Nigéria et 186 millions de dollars au PIB de la Zambie.



Certes, la biofortification des cultures de base n'est pas une solution miracle

- pour le problème caché de la faim en Afrique. Cela doit aller de pair avec des efforts visant à accroître la diversité alimentaire, à accroître l'enrichissement des aliments industriels pour les nutriments préoccupants pour la santé publique et à élargir les programmes de supplémentation ciblés. Malgré cela, une biofortification à l'échelle appropriée peut avoir un impact significatif sur la nutrition, la santé et l'avenir des Africains. L'Année africaine de la nutrition fournit l'impulsion idéale pour accélérer l'échelle.

Article écrit par Peter Goldstein, chef,
Communications stratégiques, HarvestPlus



Portant son jeune fils, Derek, sur son dos, Joyce ramasse du sel dans un bac concentrateur dans une opération de production près de Koluedor, au bord de la lagune Songhor, au Ghana. © UNICEF



Des femmes épluchent du manioc, Dabou, Côte d'Ivoire. ©CICG

07

LA CONTRIBUTION DES PME ET START UP DANS LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE NUTRITIONNELLE DES COMMUNAUTÉS EN AFRIQUE

Pour couvrir les besoins alimentaires de la population Africaine qui aura doublé d'ici 2050, les 50 millions de petits agriculteurs devront fournir 70 pour cent plus d'effort selon le rapport FAO, *How to feed the world in 2050*, publié en 2016 ; ce dans un contexte où ceux-ci sont déjà confrontés à des défis de tout genre (accès limité à l'information, la technologie, au marché, aux intrants, ainsi que les défis climatiques...). Aussi, fournir 70 pour cent plus d'efforts implique 70 pour cent plus de pressions sur les ressources naturelles actuelles. Comment donc renforcer la résilience nutritionnelle des agriculteurs, nourrir cette population grandissante, tout en préservant les ressources naturelles pour les générations futures ?

Les bénéfices d'impliquer le secteur privé

De nombreuses initiatives conduites par les Organisations Internationales (Banque Africaine de Développement, Banque Mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole) en vue de renforcer la résilience tant nutritionnelle, organisationnelle et climatique des agriculteurs africains ont vu des résultats

encourageants. Cependant, ces initiatives sont encore confrontées à des défis en termes de durabilité de leur modèle économique sans une réelle implication du secteur privé en raison du caractère temporaire de leurs projets et programmes (3 à 5 années en moyenne).

En Côte d'Ivoire, le Gouvernement à travers le PND 2025 a fait une place de choix au secteur privé dans le développement des chaînes de valeurs agricoles dans lesquelles les petites et moyennes entreprises (PME) et les Start Up devraient prendre une grande place. Aujourd'hui, les PME et les Start up sont passées championnes de l'innovation. Leurs solutions, qui pour la plupart reposent sur le digital, ont l'avantage d'impacter un grand nombre d'agriculteurs sur toute la chaîne. La plupart du temps, elles ont un modèle économique qui permet aux agriculteurs de ne payer qu'une fois la vente de leur production effectuée, ce qui correspond mieux à leurs situations. Malheureusement, ces PME et Start Up sont moins intégrées et appuyées dans le cadre des Partenariats Public Privé, pour passer à l'échelle. Un modèle que nous avons expérimenté en Côte d'Ivoire à Canaan Land, une PME dans l'Agribusiness a fait ses preuves et ne demande qu'à être porté, à être accompagné, pour toucher un plus grand nombre d'agriculteurs.

Comment les PME et Start Up pourraient contribuer au renforcement de la résilience ?

+80% DES ALIMENTS

qui se retrouvent dans les assiettes des consommateurs dans le monde, produits par les petits agriculteurs

Les petits Agriculteurs produisent plus de 80 pour cent des aliments qui se retrouvent dans les assiettes des consommateurs dans le monde, selon la FAO. Cependant, individuellement ils sont les plus vulnérables tout le long de la chaîne de valeurs. Les institutions financières ont du mal à financer ce segment jugé trop risqué et difficile à cerner. Il faut donc une PME ou une Start Up qui devra jouer le rôle de Champion et qui tout en émergeant, tire avec elle ces acteurs de la chaîne. Les institutions financières devraient être plus rassurées à accompagner les agriculteurs parce qu'au bout de la chaîne, où se trouvent des acteurs plus structurés et plus formels. Cela pourrait être un début de solution pour le financement des technologies vertes en faveur des agriculteurs gagnant moins de 10 dollars par jour, notamment les femmes. Il faut faire confiance aux PME, plus flexible, en accentuant et en développant les modèles de partenariats publics privé avec celles d'entre elles capables de toucher un plus grand nombre de producteurs et améliorer les rendement, revenus et promouvoir une production responsable et l'accès au marché. En Afrique de l'Est, les Petites et Moyennes Entreprises et les Starts Up ont permis aux agriculteurs de tripler leurs rendements, améliorer leur nutrition et avoir une empreinte écologique importante sur l'environnement .

Quand ?

Maintenant, nous sommes dans l'urgence et les stratégies tout en étant structurelles devront aussi intégrer des stratégies conjoncturelles. La résilience nutritionnelle des petits producteurs déjà mise à rude épreuve s'est accentuée avec les défis climatiques. Cependant des solutions existent. Il suffit de quitter le cadre des colloques et des séminaires qui ont déjà posés les diagnostics, et passer à l'action sur le terrain, en identifiant les acteurs clés, la méthodologie et surtout en agissant dans le temps.

Article rédigé par Mme Patricia Zoundi, Présidente, Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises de Côte d'Ivoire, CEO de Canaan Land



Des bénéficiaires de la Farmer Field School au travail dans un champ de maïs, dans la région agricole de Bugesera, dans le sud du Rwanda. ©FAO

ENTRETIEN AVEC S.E AMBASSADEUR CESSOUMA MINATA SAMATÉ

Commissaire à la Santé, aux Affaires
humanitaires et au Développement
social de l'Union africaine



08

1

6 MOIS SE SONT ÉCOULÉS DEPUIS LE CHOIX DU THÈME DE L'UNION AFRICAINE (UA) POUR L'ANNÉE 2022 : RENFORCER LA RÉSILIENCE EN MATIÈRE DE NUTRITION ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SUR LE CONTINENT AFRICAIN. LA PRIORITÉ ACCORDÉE À LA NUTRITION A ÉTÉ UNE ÉTAPE CLÉ POUR FAIRE AVANCER LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) SUR LE CONTINENT. QUELS SONT LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ? QU'AVEZ-VOUS REMARQUÉ DE L'ENGAGEMENT DES GOUVERNEMENTS ENVERS CET ENGAGEMENT DE L'UA POUR L'ANNÉE 2022 ?

Les États membres africains ont réalisé d'importants progrès en matière de développement au cours des dernières décennies en relevant les défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cependant, les effets combinés de la COVID-19, du changement climatique et des conflits armés, ainsi que l'augmentation du coût des denrées alimentaires et du carburant due à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, provoquent une crise nutritionnelle inquiétante - mais silencieuse - dans toute l'Afrique. Les six premiers mois de l'année 2022 ont permis de s'assurer que des actions urgentes ont été entreprises aux niveaux continental, régional et national afin de préserver les bénéfices réalisés au cours des dernières années pour sauvegarder la vie, le bien-être et la prospérité de millions d'africains, y compris les générations futures. Plusieurs États membres sont sur la bonne voie pour mettre en œuvre les priorités du thème de l'année au niveau national et les activités d'autres parties prenantes clés travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle viennent compléter ce processus.

Grâce au soutien du Département de la santé, des affaires humanitaires et du développement social de la Commission de l'Union Africaine, du Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable et de l'AUDA - NEPAD, les communautés économiques régionales (CER) et les États membres ont déployé des efforts considérables. Pour n'en citer que quelques-uns, par exemple, le gouvernement éthiopien s'est engagé à mettre en œuvre le thème de l'année de l'Union Africaine pour 2022. L'Éthiopie a officiellement lancé le thème de l'année ; l'événement a pour but de partager l'engagement du gouvernement éthiopien en matière de stratégie alimentaire et nutritionnelle et les expériences qui s'y rapportent ; de présenter l'apprentissage de la phase d'innovation de la déclaration de Seqota (un engagement pris par le gouvernement

éthiopien en 2015, et pour quinze ans, à mettre fin au retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans d'ici 2030) et de catalyser la mise en œuvre de la phase d'expansion parmi les secteurs gouvernementaux. D'autres États membres prévoient de lancer le thème avant la fin de l'année. Parmi les autres États membres qui ont activement mis en œuvre les activités de l'année au cours du premier semestre, citons la République-Unie de Tanzanie, la République du Nigeria avec le lancement de directives sur l'alimentation scolaire et la Côte d'Ivoire avec l'engagement des médias pour populariser le thème de l'année.

Les principales priorités du thème sont les suivantes :

Renforcer la gestion des données et les systèmes d'information, la production et la diffusion des connaissances afin de faciliter la prise de décision

Dans le cadre de cette priorité, l'accent est mis sur les connaissances actuelles et les données factuelles relatives à la sécurité nutritionnelle, y compris la sécurité alimentaire. Cela implique également de documenter et de diffuser les bonnes pratiques, de partager les expériences ainsi que l'apprentissage Sud-Sud. Ceci couvre également l'aspect de l'investissement dans les plateformes nationales de suivi de la nutrition, y compris la gestion des données et les systèmes d'information pour générer et mettre à disposition des données pour une prise de décision avisée. Dans le cadre de cette priorité, la Commission de l'Union Africaine et les principales parties prenantes ont lancé des initiatives importantes, notamment le tableau de bord continentale pour la responsabilité en matière de nutrition, qui doit être déployé au niveau régional et national, sous la direction de la Banque africaine de développement, l'initiative des dirigeants africains pour la nutrition, le troisième Rapport d'examen biennal du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) qui a été approuvé par l'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement africains en février 2022. Les conclusions du rapport montrent que, sur les 45 États membres qui ont fait état de progrès, seuls sept sont sur la bonne voie pour réduire le retard de croissance à l'objectif fixé de 10 pour cent. En ce qui concerne l'objectif de réduire l'insuffisance pondérale à cinq pour cent, sur les trente-trois États membres qui ont fait état de progrès sur cet indicateur, seuls huit pays sont sur la bonne voie. En outre, les rapports continentaux sur la nutrition en Afrique et le coût de la faim en Afrique ont été approuvés par le Conseil exécutif en juillet 2022.

2
L'AMÉLIORATION DES INDICATEURS NUTRITIONNELS EN AFRIQUE A ÉTÉ UN DÉFI. QUELLES SONT, SELON VOUS, LES PRINCIPALES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE RÉALISATIONS POUR L'ANNÉE DE LA NUTRITION DE L'UA EN 2022 ? POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR LES STRATÉGIES À METTRE EN ŒUVRE POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS ?



M. Patrick Teixeira, Directeur du CERFAM et S.E. Mme Cessouma Minata Samaté, Commissaire à la Santé, aux Affaires humanitaires et Développement social de l'Union Africaine durant une visite de travail en Côte d'Ivoire. ©CERFAM



**1,9 à 16,5%
DU PRODUIT
INTÉRIEUR BRUT
(PIB) des États
membres
africains perdus
en raison de la
sous-nutrition
infantile**

Selon les conclusions de l'étude sur le coût de la faim en Afrique (COHA) menée dans 21 États membres à ce jour, on estime que les États membres africains perdent l'équivalent de 1,9 à 16,5 pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) en raison de la sous-nutrition infantile. On estime également que les enfants mal nourris risquent de perdre plus de 10 pour cent de leur potentiel de gain au cours de leur vie.

Plaidoyer en faveur d'un engagement accru et d'un investissement dans la nutrition

Les activités relevant de cette priorité comprennent, entre autres, le plaidoyer auprès des parlementaires et des décideurs politiques et des groupes de discussion de haut niveau auxquels participent le champion de la nutrition de l'Union Africaine, les membres de l'ALN et d'autres personnalités informées. Cela inclut également l'implication des médias et la préparation de messages importants basés sur le sous-thème, ciblant un public et des lecteurs spécifiques. Le champion de la nutrition de l'UA a continué à plaider pour que la nutrition devienne une priorité dans les forums de haut

niveau. En mai 2022, le champion a organisé un événement de haut niveau sur la nutrition en marge du sommet humanitaire de Malabo.

Partenariats et responsabilité mutuelle pour la nutrition

Les activités impliquent une discussion entre les partenaires et les parties prenantes afin d'échanger sur les options et de convenir de solutions pratiques pour avancer dans la résolution des problèmes d'alimentation et de nutrition en Afrique. Les activités relatives à la responsabilité comprennent des formations de renforcement des capacités sur le tableau de bord continentale pour la responsabilité en matière de nutrition, un outil de mesure des progrès réalisés en matière d'investissements ciblés sur la nutrition.



Une femme et un enfant mangent des haricots chez eux dans le district de Pemba, une petite ville agricole de la province du Sud de la Zambie. © WFP / Andy Higgins

Renforcement des capacités institutionnelles et environnement propice à la nutrition, pour une action intensifiée et l'obtention de résultats et d'impacts

Les activités impliquent des interventions visant à renforcer les capacités des institutions et des individus aux niveaux régional, national et local pour être en mesure de planifier et de mettre en œuvre les activités planifiées, de suivre les progrès et de rendre compte des performances et des réalisations, sont essentiels pour le succès de tout programme.

Les partenaires pourraient adopter une approche multisectorielle de la nutrition, car elle a la capacité de s'attaquer aux principaux facteurs de malnutrition sur le continent et d'accélérer les progrès vers les objectifs mondiaux et régionaux. Les partenaires pourraient également mobiliser les hauts responsables pour qu'ils accordent la priorité aux investissements dans la nutrition.

Les stratégies de l'UA en matière de plaidoyer pour des engagements plus concrets que les partenaires peuvent exploiter incluent :



Encourager les États membres à mettre en œuvre les priorités du thème de l'année au niveau national.



Utiliser des stratégies de plaidoyer, par exemple, la volonté politique accrue et l'engagement des chefs d'État et du gouvernement pour les activités du thème de l'année.



Plaidoyer en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur l'augmentation des financements et des allocations budgétaires pour la nutrition.

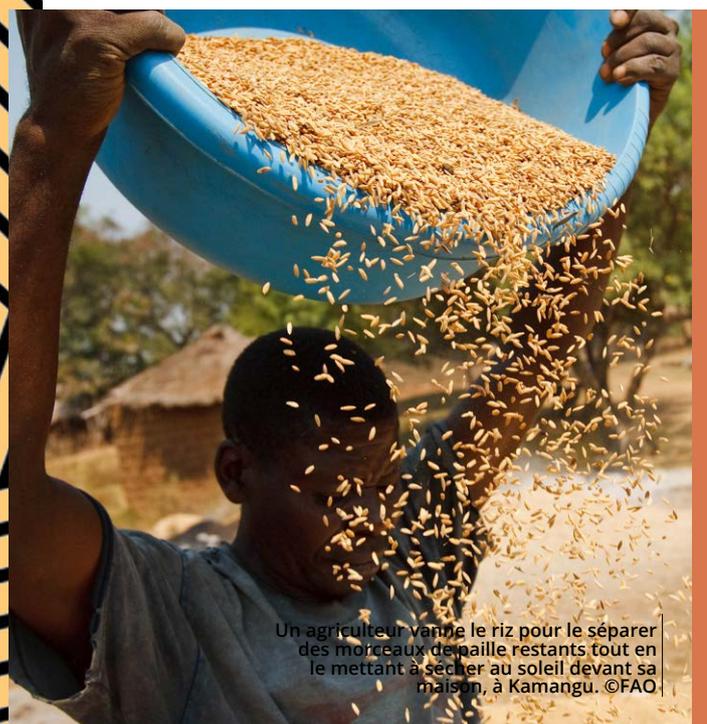


Renforcer et promouvoir le dialogue entre les parties prenantes, le partage d'expériences, les meilleures pratiques, les innovations et l'apprentissage mutuel entre les différentes parties prenantes.



Plaidoyer et sensibilisation sur la nutrition et la sécurité alimentaire au niveau continental, régional et national.

3
LES PARTENARIATS SONT ESSENTIELS POUR AMÉLIORER LES RÉSULTATS POSITIFS DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION. SELON VOUS, QU'EST-CE QUE LES PARTENAIRES POURRAIENT APPORTER AFIN DE SOUTENIR L'UA TOUT AU LONG DE CETTE ANNÉE ? QUELLES SONT LES STRATÉGIES DE L'UA POUR PLAIDER EN FAVEUR D'ENGAGEMENTS PLUS CONCRETS ?



Un agriculteur vanne le riz pour le séparer des morceaux de paille restants tout en le mettant à sécher au soleil devant sa maison, à Kamangu. ©FAO

Utiliser des champions comme l'ALN pour mobiliser un engagement politique de haut niveau afin de faire progresser la nutrition en Afrique, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont approuvé en 2018 l'initiative des dirigeants africains pour la nutrition (ALN) de la Banque africaine de développement et de la Commission de l'Union africaine.

Encourager tous les acteurs travaillant dans tous les secteurs du développement à intégrer la nutrition dans leurs secteurs car la nutrition nécessite une approche multisectorielle pour assurer le développement du capital humain, économique et social de notre population.

4

IL Y A UN LONG PARCOURS ENTRE LA DÉCISION DES GOUVERNEMENTS D'INVESTIR DANS LA NUTRITION ET L'IMPACT CONCRET SUR LA VIE DES POPULATIONS. QUE METTRIEZ-VOUS EN AVANT COMME LIENS SOLIDES POUR RENFORCER ET AMÉLIORER LES ACTIONS SUR LE TERRAIN AYANT UN FORT IMPACT SUR LES POPULATIONS ?



Une vendeuse de poissons pêchés dans le Delta du Saloum, Sénégal. © CGIAR

Les stratégies suivantes auront un impact majeur :



Politiques, gouvernance et responsabilité cohérentes : Il est impératif de renforcer les engagements politiques et la responsabilité en matière de nutrition en Afrique.



Le renforcement des capacités des populations, des communautés, des gouvernements et des experts régionaux à mettre en œuvre les stratégies et politiques clés en place est essentiel pour réduire l'écart.



Approche multisectorielle et interdisciplinaire : Les causes complexes de la malnutrition et le large éventail de facteurs de risque doivent être traités par une approche multipartite et multisectorielle.



Lien entre agriculture et nutrition : Les interventions agricoles sensibles à la nutrition ont un rôle important à jouer dans l'amélioration de la santé et de la nutrition. Il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble du système alimentaire lors de la détermination, de la conception et de la mise en œuvre d'interventions agricoles et alimentaires visant à améliorer la nutrition. Par le biais du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), les États membres de l'UA se sont engagés à accroître la productivité agricole dans la déclaration de Malabo.



Le financement de la nutrition : Un investissement substantiel dans la nutrition est une composante essentielle de la lutte contre la malnutrition. Cela nécessite une parfaite connaissance de l'importance de ces investissements, suivie d'un investissement dans le suivi du financement et de l'investissement dans la nutrition, notamment dans le cadre du budget alloué à la santé et d'autres secteurs.



Promotion du commerce : La promotion du commerce des produits agricoles au sein des États membres, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africain (ZLECAF), a un rôle important à jouer dans la lutte contre la malnutrition, car elle ouvre des marchés pour la création de revenus, réduit les pertes après récolte, garantit la sécurité alimentaire et augmente la disponibilité d'aliments riches en nutriments.



Preuves, production de connaissances et renforcement des capacités : Les preuves et les données permettant d'informer les programmes et les interventions dans les domaines de l'agriculture, du système alimentaire, de la nutrition, de la santé et de la population sont essentielles pour lutter contre la sécurité alimentaire et la malnutrition.



Engagements à l'action : Des efforts importants ont été déployés à tous les niveaux pour transférer les engagements politiques et les stratégies en matière de nutrition en programmes et interventions clés efficaces au niveau national. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires si nous voulons atteindre les objectifs ambitieux fixés dans la Stratégie régionale africaine de nutrition (2016-2030), la Déclaration de Malabo de l'Union africaine pour 2025, les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé et le Programme de développement durable pour 2030.

5

LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES PEUT JOUER UN RÔLE IMPORTANT EN AIDANT LES PAYS À FAIRE PROGRESSER LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES EFFICACES ET DE PROGRAMMES FONDÉS SUR DES PREUVES.

QUELLE SERAIT LA STRATÉGIE DE L'UA POUR CONTRIBUER À L'IDENTIFICATION ET À LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE NUTRITION SUR LE CONTINENT ?

Faciliter un dialogue large et inclusif entre les parties prenantes, les partenaires et les institutions concernés par la nutrition.

Renforcer et promouvoir le dialogue politique et l'engagement entre les parties prenantes sur la nutrition et les questions connexes de sécurité alimentaire.

Créer des plateformes en ligne pour la documentation et le partage des connaissances sur les bonnes pratiques et les enseignements en matière de nutrition et de sécurité alimentaire.

Créer une base de données interactive pour améliorer la coordination et les rapports à tous les niveaux.



Le riziculteur Rajabu Juma examine sa récolte à Kiroka, Tanzanie. ©WFP



Le Centre du riz pour l'Afrique (**AfricaRice**) et le **CERFAM** ont signé le 30 septembre 2022, un protocole d'accord pour échanger des informations et une expertise technique, et aussi promouvoir des politiques, des stratégies et des actions visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à améliorer les moyens de subsistance des communautés.



Le 28 septembre 2022, le CERFAM et le PAM ont conjointement organisé un webinar sur le thème: **«2022, Année de la nutrition de l'Union africaine : Rôles, défis et opportunités pour la fortification des aliments dans la lutte contre la malnutrition et le renforcement de la résilience nutritionnelle des communautés».**

Le 15 septembre 2022, en collaboration avec le PAM, AfricaRice, HELP Logistics et l'Université Nangui Abrogoua, le CERFAM a organisé un webinar sous le thème **« La capacité des outils d'évaluation existants à capturer et à rapporter la situation actuelle des chaînes agroalimentaires en Afrique de l'Ouest et du Centre »**, afin de partager les bonnes pratiques, recommandations et les leçons apprises autour des chaînes de valeur alimentaires en Afrique.

Le 14 septembre 2022, le Centre d'excellence du PAM pour la transformation rurale en Chine (China CoE) et le CERFAM se sont associés pour organiser un événement parallèle virtuel à l'exposition mondiale sur le développement Sud-Sud qui s'est tenu à Bangkok, en Thaïlande afin de **présenter l'expérience Sud-Sud de la Chine en Afrique et partager des solutions de la Chine pour la transformation des systèmes alimentaires**, en particulier sur la gestion des pertes après récolte.

Du 12 au 14 septembre 2022 à Bangkok en Thaïlande, le CERFAM a participé à **l'exposition mondiale sur le développement Sud-Sud 2022** et y a organisé un événement parallèle, sur le thème **“Dialogues Sud-Sud et enseignements tirés en Afrique : une stratégie et des outils puissants pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition”**. L'objectif pour le CERFAM était de sensibiliser les participants, présents et en ligne, aux avantages et à l'importance des échanges sud-sud, notamment la gestion des connaissances à travers la documentation et la diffusion des bonnes pratiques, par le biais de sa plateforme numérique d'échange de connaissances (KEPT).



Du 7 au 9 septembre 2022, le CERFAM, en compagnie de plusieurs États, communautés économiques régionales, partenaires et autres parties prenantes, se sont retrouvés à Gaborone, au Botswana, pour participer à la 13ème réunion du Groupe de travail de la Commission de l'Union africaine sur le développement de l'alimentation et de la nutrition (ATFFND), organisé par la Commission de l'Union africaine, sur le thème **«la nutrition comme un moteur du développement durable et la transformation de l'Afrique»**. Cette rencontre a été l'occasion **pour identifier les priorités clés visant à aider les États membres de l'Union africaine à accélérer les progrès vers la sécurité alimentaire et la nutrition.**

Du 7 au 8 septembre 2022, le CERFAM a collaboré avec le Centre d'Excellence de la Chine et d'autres partenaires pour l'organisation d'un séminaire afin **d'échanger les connaissances, expériences, technologies et idées sur les solutions et voies à suivre pour améliorer la chaîne de valeur du riz**, précisément en matière de transformation, de stockage et de contrôle de la qualité du riz. L'évènement a rassemblé plusieurs partenaires-clés de la Chine et de l'Afrique.



Depuis le 7 septembre, le CERFAM travaille avec le PAM et la Direction des Cantines scolaires (DCS) en Côte d'Ivoire, pour **l'élaboration du projet de feuille de route d'une Loi à proposer sur l'alimentation scolaire pour le pays**. Sur la base de son expérience et dans le cadre de l'assistance technique, le CERFAM s'est engagé à accompagner le PAM et le Gouvernement de Côte d'Ivoire dans la préparation de ce projet pour lequel une équipe technique de travail composée des experts et techniciens de la DCS, du PAM et du CERFAM sera mise en place afin d'approfondir les réflexions et débiter les travaux d'élaboration de la feuille de route initiale à soumettre aux parties prenantes.



Le mardi 20 juillet, le CERFAM s'est joint au ministère de l'Éducation Nationale du Sénégal, au Bureau du PAM au Sénégal, pour organiser un webinaire autour du thème : « **Echanges d'expériences en matière d'alimentation scolaire basée sur la production locale et d'appropriation** ». Ce webinaire a réuni plus de 186 participants engagés dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale en Afrique, notamment des experts d'ONG nationales et internationales, des institutions internationales, des Agences des Nations Unies, les représentants de gouvernements et partenaires de différents pays dont le Niger, le Ghana, le Nigeria, le Bénin, etc.

Professeur Tano Yao, Président de l'Université NANGUI ABROGOUA de la Côte d'Ivoire et M. Patrick Teixeira, Directeur par intérim du CERFAM ont signé, le 30 août 2022, une convention de partenariat, dont l'objectif est de **mettre en œuvre des projets de recherche conjoints, et promouvoir les bonnes pratiques** ainsi que **les leçons apprises dans la lutte contre la faim et la malnutrition**. Les deux institutions travailleront aussi à promouvoir l'immersion professionnelle de chercheurs africains et le transfert de connaissances pour aider à **éclairer les décisions stratégiques et opérationnelles, et à encourager les investissements dans et par les pays africains**.



Le 29 juin 2022, plus de 30 experts et parties prenantes se sont réunis à Monrovia, au Libéria, pour **examiner et valider les résultats de l'analyse de la chaîne de valeur du riz et du niébé**, sous la conduite du bureau du PAM au Libéria. L'atelier, organisé avec l'appui du CERFAM et animé par Dr Christiani Buani, a réuni S.E. Mme Jeanine M. Cooper, ministre de l'Agriculture et M. Niels Scott, Coordonnateur résident des Nations Unies au Libéria et a conduit à **la collecte des suggestions d'actions pouvant aider à surmonter les contraintes pertinentes de la chaîne de valeur du riz et du niébé au Libéria**.

Le Réseau africain des jeunes chercheurs (RAJeC) et le CERFAM ont signé une lettre d'entente le 3 juin 2022, dans la continuité des échanges entamés entre les deux entités en février 2022. Cette lettre d'entente fournit un cadre de collaboration, dans des domaines d'intérêt commun, en particulier dans la recherche pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le CERFAM représenté par son Directeur par intérim M. Patrick Teixeira, a pris part à **l'atelier régional de consolidation des partenariats pour la résilience au Sahel**, organisé par le Réseau des Universités du Sahel pour la Résilience (REUNIR) du 30 mai au 1er juin à Saly et à l'Université Gaston Berger de Saint Louis, au Sénégal. Cette rencontre avait pour objectifs de **partager la vision et les axes d'interventions de REUNIR ainsi que les activités réalisées et d'explorer les pistes de partenariat avec les institutions du réseau dont le CERFAM**.

Le CERFAM a participé à la 15ème Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, organisé à Abidjan, Côte d'Ivoire, du 9 au 20 mai, sur le thème : « **Terre. Vie. Héritage : de la rareté à la prospérité** ». Le CERFAM a

accueilli plusieurs visiteurs de haut niveau à son stand, dont le Premier Ministre de Côte d'Ivoire, S.E. M. Patrick Achi et plusieurs membres du gouvernement de la Côte d'Ivoire. Le CERFAM a présenté ses réalisations et ses orientations, a participé à plusieurs événements parallèles avec les partenaires. Le CERFAM y a également organisé un événement parallèle hybride sur le thème « **Echange de bonnes pratiques sur les solutions intelligentes face au climat pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique** » auquel 70 personnes en présentiel et 62 en ligne ont participé.

Le 18 mai 2022, l'équipe du CERFAM a échangé avec **SEM Sidi Tiemoko Touré, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)** de Côte d'Ivoire, en présence des principaux directeurs et experts du ministère. C'était à l'occasion **d'une visite conjointe du centre de formation aux techniques de transformation et de commercialisation du surimi**. Les deux institutions ont discuté de l'élaboration d'un cadre de collaboration entre leurs deux entités.



Du 9 au 12 mai 2022, le CERFAM a facilité une visite d'étude du gouvernement libyen en Zambie. L'objectif était d'échanger avec la Zambie sur l'expérience des programmes nationaux de repas scolaires et l'intégration des cultures hydroponiques dans les écoles. En Zambie, les programmes nationaux d'alimentation scolaire sont entièrement financés par le gouvernement, bénéficient de l'assistance technique du PAM et couvrent environ 1,9 million d'enfants des écoles primaires dans 10 provinces.





Photo de groupe d'une famille en bonne santé à Zabzugu, dans la région nord du Ghana. ©WFP/Derrick Botchwa



“Réduire la malnutrition est crucial pour le renforcement de la résilience, car des personnes bien nourries sont en meilleure santé, peuvent mieux travailler et ont de meilleures performances physiques”

Organisation des Nations Unies pour l’agriculture et l’alimentation (FAO)

CENTRE D’EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassan II,
Rue des Bougainvilliers, Lot 20
01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d’Ivoire •
Tel: (+ 225) 27 22 54 85 85



@WFP_CERFAM



wfp.org/cerfam ou wfp.org/publications/cerfam-newsletter pour relire nos précédents bulletins

Pour en savoir davantage sur le CERFAM : *Patrick TEIXEIRA, Directeur a.i. patrick.teixeira@wfp.org*
Marina MEA DIBY, Chargée de Communication marina.mea@wfp.org